

# LES inspirations **ÉCO** AFRIQUE

## RAM défend sa nouvelle «posture»

● Après la biennale des arts de Dakar et le Fespaco de Ouagadougou, les communautés africaines établies en Europe font l'objet de la nouvelle approche panafricaine mise en oeuvre par RAM. Driss Benhima, le PDG du transporteur, s'exprime sur les enjeux stratégiques d'une véritable «opération séduction». **p. 21**

### INTERVIEW

Amir Benyahmed, président de l'Africa CEO Forum. **p. 22**

### L'OPÉRATEUR DE LA SEMAINE

ORCA prend ses «marques». **p. 24**

### LE MARCHÉ DE LA SEMAINE

Le Nigéria à la tête des économies africaines. **p. 25**





# Actualité



BILLET

Safall Fall  
s.fall@leseco.ma

## Dessous de cartes

Il y a tout juste quelques semaines, je soulignais dans ces lignes la relative ampleur et efficacité de la communication – très bien calculée – qui a accompagné la campagne de régularisation massive des étrangers établis illégalement au royaume. Aujourd'hui, un autre défi interpelle le royaume dans l'exécution de sa nouvelle et inédite politique migratoire, tant plébiscitée, à juste titre, certainement, par la communauté internationale. Ce challenge, c'est celui de la réinsertion socio-économique de ces ex-sans-papiers. Une politique migratoire qui se voudrait complète ne saurait évidemment pas se limiter au seul dispositif d'octroi de documents de régularisation. La dimension «intégration» est nécessaire. Elle est même capitale car celle-ci est la seule qui permettrait de promouvoir un minimum de développement humain auprès de cette frange de la population immigrée, majoritairement constituée de citoyens subsahariens, qui sont d'ailleurs – au-delà de tout cliché – les plus affectés par la misère sociale, le chômage et la pauvreté. Cette dimension est la seule solution gagnante, qui permettrait à tous les coups de lutter, au sens intelligent du terme, contre la migration illégale. De plus, cela réduirait sensiblement l'embauche «au noir» – sans jeu de mots de mauvais goût – de ces ressortissants subsahariens et leur permettrait de contribuer au développement économique du royaume hôte.



## La MJDS tient le pari africain

Le directeur général de la Marocaine des jeux et des sports (MDJS), Youness El Mechrafi, a été élu jeudi à Dakar, secrétaire général de l'Association des loteries d'Afrique (ALA), dont le siège se trouve domicilié dorénavant à Casablanca, selon la MAP. Le secrétariat général de l'ALA était assuré depuis 2010 par la Loterie nationale de la Côte d'Ivoire (LONACI). L'agence, citant un communiqué officiel, précise que cette élection a eu lieu à l'occasion de la tenue de l'assemblée générale de l'ALA, en marge du 16<sup>e</sup> congrès de l'association, tenu du 11 au 13 mars courant dans la capitale sénégalaise, sur le thème «Sécurité et responsabilité sociétale de l'entreprise». Au cours de cette assemblée générale, il a été décidé également que le siège de l'ALA soit dorénavant domicilié à Casablanca.

## La Chine devance la France en Algérie

La France a perdu en 2013 sa place de premier fournisseur de l'Algérie au profit de la Chine. C'est l'une des principales conclusions d'une récente analyse des relations économiques franco-algériennes, présentées le weekend dernier à Paris, lors d'un colloque sur les investissements étrangers en Algérie, co-organisé par la Commission juridique Paris-Alger et l'Association Euro-Maghreb des avocats de droit des affaires. Se basant sur des chiffres de la balance commerciale, où la facture des importations est en constante augmentation, les responsables algériens pensent qu'un grand nombre de produits et services peuvent être assurés en Algérie par des entreprises mixtes algéro-françaises, à destination de plusieurs marchés de la région, en plus du marché local.

## La Banque mondiale remet la main à la poche pour le Sénégal

Le montant des nouveaux engagements de la Banque mondiale (BM) à l'égard du Sénégal, notamment pour le financement de sa nouvelle stratégie de développement (Plan Sénégal émergent : PSE), s'élève désormais à 900 millions de dollars. L'annonce en a été faite en fin de semaine dernière par le directeur général de cette institution financière internationale, Bertrand Badré, en visite de travail au Sénégal, qui a fait savoir que ce portefeuille sera dédié à la réalisation de plusieurs projets de développement. Sur un autre registre, la Banque mondiale a préconisé la réduction des dépenses engagées dans certains secteurs d'activités au Sénégal, tels que l'enseignement supérieur.

**81 millions d'euros,**

c'est le montant de l'aide que vient de débloquent l'Union européenne à la République de Centrafrique.



## Au Maroc, le Sud-Sud se régionalise

Un forum économique Souss-Massa-Drâa (SMD) Afrique-développement aura lieu, en fin d'année à Agadir, avec la participation de délégations d'hommes d'affaires en provenance de plusieurs pays subsahariens. «L'Afrique subsaharienne a été un terrain d'exploration de notre bureau et deux missions menées récemment en Côte d'Ivoire et au Gabon ont permis à notre région d'être un prélude à la prospection économique africaine», selon Yassine Ghanmouni, le président du bureau régional de la CGEM, cité par la MAP. La CGEM/SMD souhaite développer une approche régionale Sud-Sud, à la faveur d'un diagnostic fait lors d'un récent déplacement mené dans plusieurs pays africains cibles par les responsables régionaux.



## DRISS BENHIMA

PDG de Royal Air Maroc

### Benhima défend la nouvelle «posture» de RAM

**Les ÉCO :** Vous avez développé, en très peu de temps, une série de partenariats dans l'organisation de grands événements culturels dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne. Quels en sont les principaux objectifs ?

**Driss Benhima :** Ces partenariats que nous avons développés au Sénégal et au Burkina Faso n'ont aucun objectif quantitatif. L'objectif était plutôt d'ouvrir les yeux à notre

personnel, à nos passagers et à l'opinion publique marocaine et continentale, de façon plus globale, sur la nature africaine et internationale de Royal Air Maroc.

**Il y a aussi forcément des retombées commerciales à attendre...**

Évidemment. Vous savez aussi bien que moi que le secteur de l'aviation civile africaine est dans un contexte d'intensification de



la concurrence. Nous avons déjà une bonne longueur d'avance sur certaines destinations. Nous nous devons de tout faire pour maintenir cette avance.

**Que représente l'Afrique dans les performances financières de RAM ?**

Les destinations africaines sont à un peu moins de 30% dans le CA du groupe, mais constituent déjà plus que le marché français, si on veut faire une comparaison. Si la croissance du trafic continental se maintient à une variation annuelle de 6 à 7%, nous souhaiterions évidemment que la position de RAM sur les destinations africaines, soit beaucoup plus importante qu'elle ne l'est actuellement. Nous observons l'arrivée de nouvelles concurrences qui sont basées dans des endroits moins intéressants que Casablanca. Nous considérons toutes

ces évolutions avec beaucoup de sérénité. RAM est à un tournant stratégique. C'est une toute nouvelle posture que nous adoptons désormais vis-à-vis du marché continental et qui est portée par tout le personnel. Nous voulons accentuer cette posture, pour nous insérer dans les environnements culturels, sociaux et économiques du continent, dans sa grande diversité.

**La question du «pourquoi maintenant ?» se pose aussi...**

Parce que sa majesté nous y a appelé, parce que la concurrence gagne en intensité et que le marché africain de l'aviation civile est entré depuis quelques années dans une phase de croissance. De toute façon il ne faut pas s'attendre à une croissance très forte du trafic européen. Nous avons une place naturelle à récupérer sur le continent africain.

### RAM «séduit» tout ce qui bouge vers l'Afrique

2014 est l'année de la prise de conscience identitaire chez RAM. Le pavillon national poursuit son offensive de communication autour de sa dimension africaine. Le mois dernier, RAM organisait, à Londres, une importante manifestation culturelle placée sur le thème : «Royal Air Maroc célèbre l'Afrique». Elle en a profité pour annoncer une série «d'actions ciblées en faveur des membres des communautés africaines basées en Grande Bretagne», des «facilités de déplacement en faveur des associations caritatives anglaises dont les actions sont destinées à l'Afrique», ainsi que des «produits particuliers pour les entreprises qui ont des activités liées à l'Afrique».



## BMCE Bank, partenaire de votre dossier Afrique

**BMCE BANK**  
NOTRE MONDE EST CAPITAL





# Interview



## AMIR BEN YAHMED

Président de l'Africa CEO Forum

### *Le Maroc a compris le potentiel du continent*

● «Le secteur privé parle au secteur privé», c'est la thématique de la 2<sup>e</sup> édition de l'Africa CEO Forum, qui se déroule actuellement à Paris. Organisée par la Banque africaine de développement, en partenariat avec le groupe Jeune Afrique, 700 patrons et hauts dirigeants de banques de développement et Fonds d'investissement s'y retrouvent, pour discuter des problématiques de développement du privé africain.

#### Les ÉCO : Quels sont les objectifs de cette 2<sup>e</sup> édition ?

**Amir Ben Yahmed :** Nous avons voulu créer un forum dans lequel les principaux acteurs économiques et dirigeants d'entreprises du continent puissent se retrouver, échanger sur les freins qui font obstacle à leur développement et puis se rencontrer pour faciliter et promouvoir l'environnement des affaires Sud-Sud. L'objectif est aussi d'offrir aux entrepreneurs africains l'opportunité d'exprimer leurs besoins respectifs, notamment dans le développement et la croissance de leurs activités. Il faudrait que les décideurs institutionnels, dans le sens le plus global de l'expression, puissent comprendre quels sont les moyens politiques et institutionnels à mettre en place pour soutenir le privé africain. Il faut savoir que c'est justement ce secteur privé qui aujourd'hui crée des emplois et de la richesse au profit du continent et fait sa croissance économique. Si ces entreprises ne sont pas soutenues et ressentent des blocages

dans leurs activités, la question de la croissance africaine restera problématique.

#### Les investissements privés inter-africains sont encore limités. La solution est-elle dans l'approche Sud-Sud ?

Absolument. Il est certes important que le continent arrive encore à attirer des investissements étrangers, mais il serait encore beaucoup mieux si les flux intra-africains gagnaient davantage en dynamisme. L'Afrique peut et doit compter sur ses propres ressources, sur son propre secteur privé pour créer cette dynamique. Les entreprises doivent être en mesure de se développer, d'abord localement, ensuite régionalement, pour aller vers une dimension continentale, voire mondiale. L'idée est d'arriver à mobiliser ainsi qu'à orienter une bonne partie des investissements du privé vers le continent.

#### Sans oublier l'impératif de la

#### diversification sectorielle...

Tout à fait. Nous remarquons d'ailleurs ces dernières années l'émergence d'une deuxième génération d'entrepreneurs et d'hommes d'affaires africains, aux visions en rupture avec celles des années 80-90. L'objectif est donc de faire émerger tout une nouvelle génération d'entrepreneurs, notamment dans de nouveaux secteurs tels que les services, les TIC, etc. On constate d'ailleurs déjà le dynamisme de ces secteurs dans pas mal de pays. La diversification sectorielle est donc bien sur l'un des éléments importants, pour que la croissance africaine soit plus forte et durable.

#### Le Maroc promeut le développement des ses relations économiques avec ses partenaires subsahariens. Comment appréciez-vous cette démarche ?

Le Maroc a été l'un des pays précurseurs en la matière dans la région. Il a démarré cette approche depuis plus d'une quinzaine d'années déjà. C'est une démarche qui

prend aujourd'hui de plus en plus d'ampleur, particulièrement sur son volet économique et de promotion des investissements, et qui a la chance d'être portée et représentée en partie par le roi du Maroc, qui est une personnalité d'une image extrêmement positive en Afrique subsaharienne. Il reste, toutefois, évident qu'il y a encore énormément de challenges pour les entreprises marocaines, notamment celui de réussir une percée en Afrique anglophone, ce qui n'est pas encore le cas.

#### Est-ce qu'on peut aussi expliquer cela par la baisse de la demande européenne ?

Je ne vais pas faire le rapport avec la situation de la balance commerciale du Maroc, mais plutôt attirer votre attention sur le fait que l'Algérie ne l'a pas encore fait et que la Tunisie non plus n'y avait pas encore pensé. Il a toujours été évident que le royaume, comme l'une des principales économies émergentes de la région, avait les ressources et les hommes pour pouvoir se développer hors de ses frontières. Il est donc normal qu'un pays, qui a un savoir-faire et un capital humain assez solides, ait un jour ou l'autre vocation à chercher à l'exporter. C'est une logique à laquelle tous les pays avancés ou émergents sont en train d'adhérer. Je pense que le Maroc l'a bien entamée, il y a 15 ans, et le poursuit aujourd'hui avec beaucoup de succès. Il lui reste encore beaucoup de potentiels à exploiter.

●●●  
C'est un forum où les acteurs économiques peuvent échanger et trouver des solutions pour améliorer l'environnement des affaires.

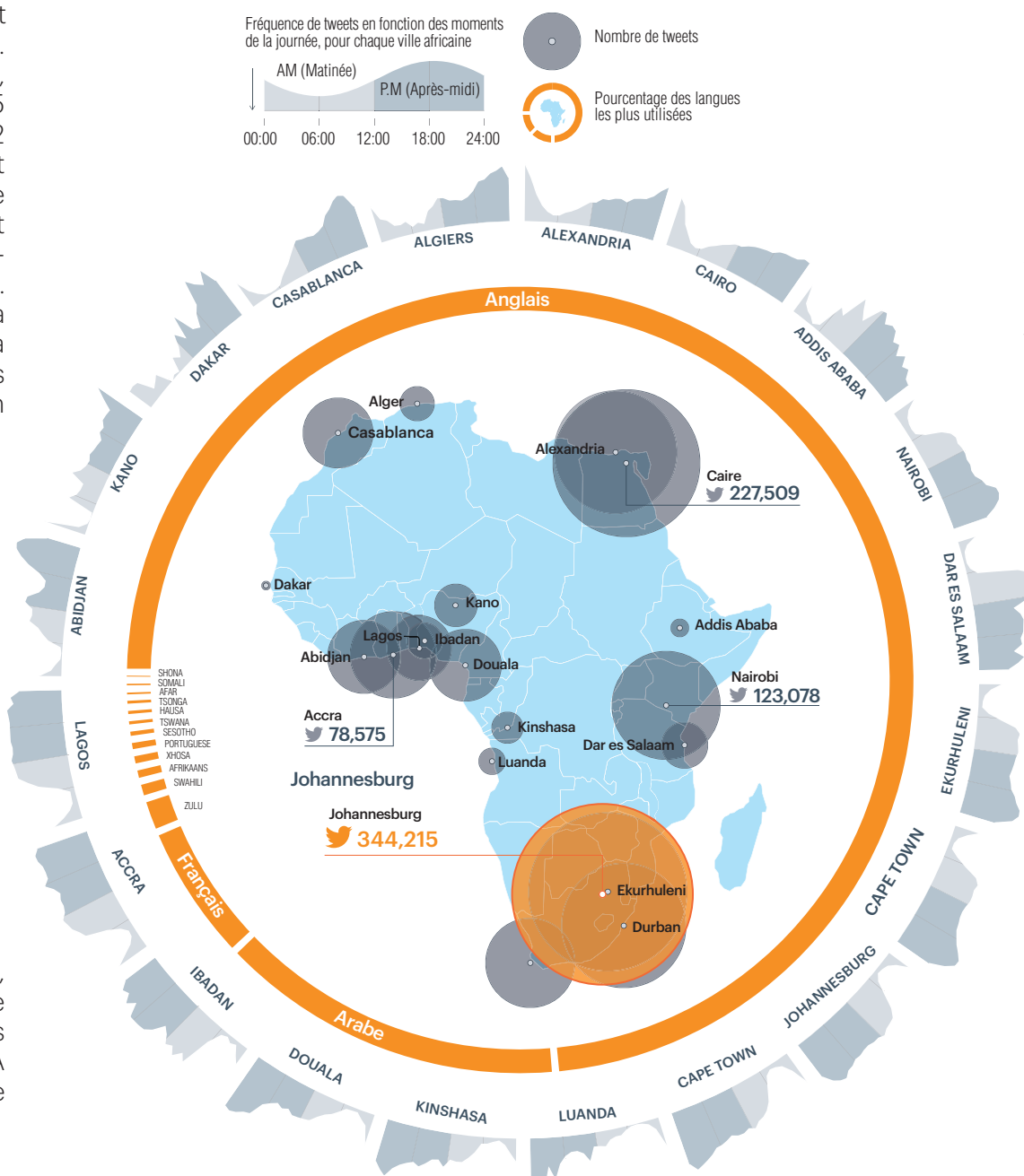
#### Pour en revenir à l'Africa CEO Forum, quel est le programme des débats ?

Nous attendons 700 participants : chefs d'entreprises, acteurs du financement (Fonds d'investissement, banques d'affaires et banques commerciales) et des dirigeants des banques de développement qui opèrent en Afrique. Les thématiques qui seront traitées seront liées à la compétitivité, la place des entreprises africaines dans les grands projets d'infrastructure du continent, le rôle des politiques publiques dans l'émergence de grands groupes régionaux, ainsi que la place des nouvelles technologies dans la diversification des politiques de croissance du continent.

## Les villes les plus «tweetantes» d'Afrique

Deux villes sud-africaines, Johannesburg (344,215 tweets) et Ekurhuleni (264.172 tweets) sont en tête des villes africaines les plus actives sur le réseau Twitter, selon un rapport de Portland, une enseigne mondiale de conseil en communication et relations publiques. L'anglais, le français et l'arabe sont les langues d'expression de plus de 75% des tweets.

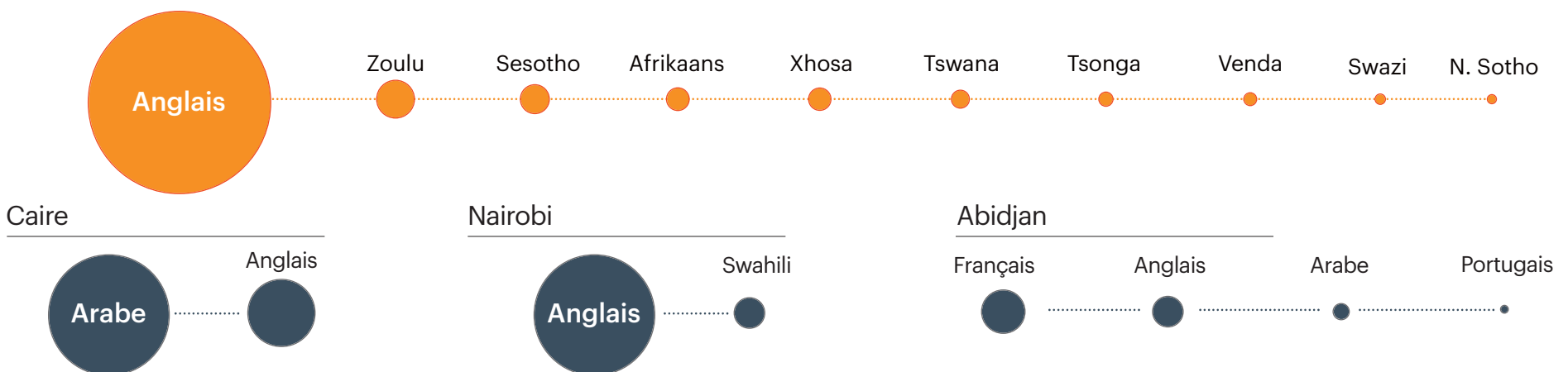
Le petit oiseau bleu fait progressivement son nid. Deux villes sud-africaines, Johannesburg (344,215 tweets) et Ekurhuleni (264.172 tweets), dominent le classement 2013 du continent en nombre de tweets postés en un trimestre et sont suivies par le Caire, la capitale égyptienne (277.509 tweets). Ce sont les conclusions de la deuxième édition du How Africa Tweets, un rapport annuel sur les usages et le degré de pénétration de Twitter sur le continent, présenté la semaine dernière par Portland, une agence internationale de conseil en communication et affaires publiques. L'étude a porté sur une vingtaine de capitales africaines, sur la période du dernier trimestre 2013. Par approche régionale, Nairobi, 6<sup>e</sup> à l'échelle du continent, est la ville la plus active en Afrique de l'Est sur le réseau de microblogging. 123.078 tweets ont en effet été postés à partir de la capitale kényane sur la période étudiée. En région ouest-africaine, Accra, la capitale ghanéenne, s'est avérée être la plus active avec 78.575 tweets géo-localisés à partir de cette métropole. À l'échelle africaine, Accra occupe la 8<sup>e</sup> place du réseau.



### Langues

L'étude de Portland analyse également la fréquence d'usage de différentes langues d'expression dans l'univers africain de Twitter. Il en ressort que l'anglais, le français et l'arabe sont les langues plus utilisées sur Twitter en Afrique. Le résultat est sans surprise. Ces trois langues, à elles seules, ont été utilisées dans 75,5% du total de tweets postés à partir des 20 villes africaines étudiées. Elles sont suivies par le zoulou, le swahili, l'afrikaans, le xhosa et le portugais, qui se partagent les 25% des tweets géo-localisés par les experts de Portland Communications. Ces derniers sont même allés plus loin en révélant que les tweets sont plus fréquents les jeudi et vendredi. Par rapport aux thématiques les plus abordées sur la période étudiée, les hashtags relatifs au décès de l'ex-président africain Nelson Mandela ainsi qu'au football ont dominé dans les posts envoyés sur le réseau de microblogging. Samsung (#SamsungLove), Adidas (#Adidas) et Magnum ice cream (#MagnumAuction) ont été les marques les plus discutées sur Twitter.

### LES LANGUES LES PLUS UTILISÉES SUR TWITTER





# L'opérateur de la semaine

EN PARTENARIAT AVEC



Centre Marocain de Promotion des Exportations

## ORCA prend ses «marques»

● Le spécialiste du sanitaire lance une nouvelle identité visuelle pour ses produits dédiés au marché subsaharien. Il prévoit aussi de doubler, prochainement, ses capacités de production pour suivre la croissance du marché subsaharien de l'immobilier. Un investissement, au Sénégal ou en Côte d'Ivoire, n'est pas à exclure.



avec l'acquisition d'un nouveau four-tunnel qui devrait être livré dès le mois prochain, l'extension du site industriel de Bouskoura, ainsi que le renforcement des ressources humaines. Une bonne partie de cette production sera effectivement destinée à l'export vers les marchés subsahariens. Quant à la seconde décision stratégique liée aux développements des activités de l'enseigne en région subsaharienne, il s'agit de consacrer une nouvelle identité visuelle à ses produits à destination de ce marché. Les objectifs, là, sont plutôt marketing, comme nous l'explique Majda Zahrani, responsable Marketing chez Orca Sanitaire. «C'est une façon de mieux pénétrer les marchés subsahariens, en adoptant un positionnement axé sur la qualité de nos produits, à des prix adaptés aux contextes locaux». Orca Sanitaire ne compte pas s'arrêter là. Un projet d'investissement industriel est déjà à l'étude. Deux pays seraient pressentis pour l'abriter : le Sénégal et la Côte d'Ivoire. Ce projet sera un prolongement logique de la politique d'expansion que le fabricant est en train de mener sur le marché local. Aujourd'hui, 25% du chiffre d'affaires global d'Orca provient des marchés à l'export, avec 15% réalisés rien que sur le continent (Mauritanie, Tunisie, Sénégal, Iles Maurice).



**L'objectif est de passer, dans quelques mois, de 700.000 pièces d'équipements sanitaires à 1,4 millions de pièces.**

Orca Sanitaire a décidément pris goût au marché subsaharien. Le spécialiste marocain des équipements sanitaires et produits céramiques a plusieurs projets dans le pipe : d'abord, la création d'une nouvelle ligne de produits sous une marque dédiée au marché subsaharien, ainsi que l'augmentation, très prochainement, de ses capacités de production pour développer ses ambitions commerciales sur le continent. Ce dernier projet est d'ailleurs le plus proche

de sa concrétisation. La société compte en effet doubler sa production pour accompagner la croissance de la demande en provenance des marchés subsahariens, aussi bien sur le segment des particuliers que celui des promoteurs immobiliers marocains en développement dans certains pays du continent. L'objectif est de passer, dans quelques mois, d'une production de 700.000 pièces d'équipements sanitaires de diverses natures, à 1,4 million de pièces. Un important plan d'investissement est déjà en place,



BIO EXPRESS

**Karim Fekkek,**  
Responsable commercial

Natif de Casablanca, diplômé en marketing de l'Institut supérieur de gestion et de commerce, une des nombreuses business-schools de la capitale, Karim Fekkek connaît bien le monde de la construction et du bâtiment. L'homme fait carrière dans le secteur depuis 2007, début de sa première expérience professionnelle avec Multicerame, un des leaders marocains de l'industrie du carrelage, qu'il intègre une fois son diplôme en main. En 2010, il quitte le groupe pour rejoindre BigMat, qui se positionnait déjà en véritable centrale d'achat destinée aux produits bâtiment et construction à prix discount. Ce n'est qu'en 2013 que le jeune homme finira par rejoindre Orca Sanitaire, pour occuper le poste de responsable commercial. L'Afrique subsaharienne, par contre, il avoue y faire ses premiers pas, ses premières découvertes. La nécessité stratégique, pour son employeur, de se tourner vers cette partie du monde a permis à Karim d'y faire ses premiers partenariats. L'homme affirme pourtant n'avoir pas eu du mal à s'adapter, culturellement parlant, avec ses partenaires subsahariens. «C'est un réel enrichissement. Nous sommes partis avec une approche naturelle», apprécie-t-il. Il faut savoir que jusqu'à aujourd'hui, le dispositif commercial du fabricant est surtout axé sur un réseau de distributeurs de produits présents dans plusieurs marchés subsahariens. Pour Karim, le marché subsaharien de l'immobilier et des équipements et accessoires de bâtiment, demeure très prometteur.

### Le Plus de Maroc Export

En Afrique, et à l'instar des différents pays du monde, le manque de moyens pour se doter de logements à bas prix a poussé les décideurs à penser à la construction du logement social. Plusieurs pays africains sont particulièrement intéressés par l'expérience du Maroc dans ce domaine. Ceci a donné l'occasion à certaines entreprises marocaines d'acquiescer des parts de marchés africains. L'expertise marocaine prouvée dans le domaine pousse les donneurs d'ordres à leur faire confiance. Les possibilités sont encore énormes dans ce secteur et ce pourra se faire par le biais de grands propriétaires de terrains, par les organismes publics concernés tel que l'APIX au Sénégal par exemple ou bien directement par le ministère chargé de l'Habitat dans pays en question. Ces opérations permettront, par la même occasion de contribuer à l'exportation des matériaux de construction du Maroc pour être utilisés par ces entrepreneurs. Maroc Export organise régulièrement des rencontres entre les décideurs africains de ce secteur et les opérateurs marocains à l'occasion des différentes manifestations économiques tenues aussi bien au Maroc qu'à l'étranger.

EN PARTENARIAT AVEC **coface**

## Le marché de la semaine

## ÉVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE MAROC ET LE NIGÉRIA (EN MILLIERS DE DH)

	2009	2010	2011	2012	ÉVOL. MOY.09/13	JAN. AOÛT 12	JAN. AOÛT 13	ÉVOL. 13/12
Importations	105408	1441721	1967197	1836697	432,52%	1836697	642975	-64,99%
Part dans les importations globales (%)	0	0	1	0	-	0	0	-
Exportations	230851	379767	349285	1232163	103,08%	1232163	898709	-27,06%
Part dans les exportations globales (%)	0	0	0	1	-	1	0	-
Solde	125443	-1061954	-1617913	-604533	-318,9%	-604533	255734	-142,3%

SOURCE : OFFICE DES CHANGES

FICHE PAYS  
NIGÉRIA

## Taille

169,2 millions de consommateurs potentiels (2011)

## Monnaie

Naira

## PIB

299 MMUSD

## Croissance PIB

6,8% en 2013, 7,2% en 2014

## Région économique

Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC)

## Doing Business 2013 :

147e mondial sur 189 pays (138e au DB2013)

## Le Nigéria à la tête des économies africaines

Le géant ouest-africain devrait revoir à la hausse ses perspectives de croissance à la fin de ce premier trimestre. Les projections placent ce pays à la tête des économies africaines les plus dynamiques, devant l'Afrique du Sud. Une croissance de 7,2% est prévue pour 2014.

La récente opération réduction menée par la France auprès du Nigéria n'est pas anodine. Le géant de l'Afrique subsaharienne devrait ravir à l'Afrique du Sud, à partir de la fin de ce mois, la place de la première économie du continent, si on se réfère aux actualisations du PIB du pays, opérées la semaine dernière par le Bureau national des statistiques d'Abuja. Il faut savoir qu'avec une croissance moyenne de 6% sur les dernières années, attendue à plus de 7% en 2014, là où l'Afrique du Sud connaît un ralentissement conjoncturel de sa dynamique économique, ces perspectives de leadership continental ne devraient pas avoir du mal à se confirmer. Le Nigéria compte surtout sur les exportations de ses ressources naturelles, dont le pétrole notamment. Les réserves d'or noir du pays sont estimées à 40 milliards de barils. Le pays est l'un des

premiers producteurs de pétrole du continent, avec un volume de 2,5 millions de barils de pétrole par jour. Le pays peut également compter sur ses réserves de gaz naturel, estimées à plus de 5.000 milliards de mètres cubes. Aussi, les IDE consentis dans les filières aurifères, du minerai de fer, du calcaire, ainsi que du charbon, constituent d'importantes rentrées de

capitaux pour le pays.

## Agriculture

Les ressources naturelles ne sont pas le seul pilier de la dynamique économique nigériane. L'agriculture est un des puissants moteurs de croissance de son PIB. Avec plus de 70 millions d'hectares de terres agricoles, le secteur pèse près de 40% des richesses nationales. L'au-

tre grand facteur de la dynamique économique est relatif à sa forte consommation intérieure. Cela a surtout permis au pays de résister aux chocs exogènes liés notamment aux instabilités des cours du pétrole, ainsi qu'à la baisse de la demande mondiale en ressources naturelles. Aujourd'hui, le Nigéria est dans une logique inédite de diversification à outrance des ses partenariats économiques.

## Risque pays

**L'enjeu fondamental de la sécurité et de la gouvernance :** La situation sécuritaire demeure tendue dans le delta du Niger, zone de production de pétrole, où les partisans du Mouvement pour l'émancipation du Delta (MEND) s'attaquent aux exploitations pétrolières. Elle s'est également nettement détériorée dans le nord, avec l'intensification depuis mai 2011 des attentats perpétrés par le mouvement islamiste radical Boko Haram et la multiplication des opérations militaires lancées par le gouvernement pour le combattre. D'une manière générale, le chômage massif, la pauvreté et les inégalités régionales alimentent la violence et l'instabilité sociale. Le Président Jonathan Goodluck, élu en avril 2011, devrait néanmoins terminer son mandat (2015). Mais les fortes dissensions apparues au sein de son parti (Parti démocratique populaire - PDP) qui se sont traduites par un remaniement ministériel en septembre 2013, renforcent les risques de tensions à l'approche des élections. Le pays souffre de l'inefficacité de son administration, de difficultés d'enregistrement des propriétés et d'une corruption élevée, malgré des efforts souvent médiatisés du Président pour la combattre. Le Nigéria est ainsi classé au 143e rang (sur 182) selon l'Indice de perception de la corruption de Transparency International.

coface



Le groupe BMCE Bank au service du développement des affaires et du progrès social en Afrique

**BMCE BANK**  
NOTRE MONDE EST CAPITAL





# Vue du Cameroun



BILLET

**Thierry Ekouti,**  
Dir. pub-Le Quotidien de  
l'Économie (Cameroun)

## La hantise du Doing Business

Le mauvais classement obtenu en 2013 par le Cameroun au classement Doing Business de la Banque mondiale continue de hanter les esprits. Le rapport 2013 a en effet révélé qu'entre 2012 et 2013, le pays avait perdu 7 places au palmarès, passant du 161<sup>e</sup> au 168<sup>e</sup> rang. Grâce à ce classement en matière de secteur public, le secteur privé et les partenaires au développement font aujourd'hui à l'unanimité le constat d'une réelle lenteur dans l'application des recommandations prises en février 2013, à l'occasion de la 4<sup>e</sup> édition du Cameroon Business forum (CBF), plateforme annuelle de dialogue tripartite instituée pour améliorer le climat des affaires. «*Le rythme de mise en œuvre des réformes n'est pas du tout bon*», commente par exemple Monique Courchesne, la représentante de la Société financière internationale (SFI), chargée du climat des investissements pour l'Afrique centrale. Ce constat était fait le 6 mars dernier à Douala, à l'occasion de la 5<sup>e</sup> édition du CBF, présidée par le Premier ministre, Philémon Yang. Ce dernier a fait savoir aux participants que sur les 49 recommandations prises en 2013, seule 20 ont été exécutées, tandis que 17 sont en cours de mise en œuvre, ce qui représente un taux de réalisation de 41%. Il s'agit là d'*un fléchissement de l'élan réformateur*, qui pourrait expliquer aussi un taux de croissance de 4,8% seulement en 2013 là où les prévisions étaient de 6,1%.

# CEMAC, tableau d'une vraie fausse intégration

● La Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) a célébré le 16 mars son vingtième anniversaire, dans un contexte marqué par l'échec de tous ses principaux programmes d'intégration.

En juin 2013 à Libreville, les chefs d'État et de gouvernement des six pays membres de la Cemac décidaient à l'unanimité que la libre circulation des biens et des personnes prendrait effet à partir du 1er janvier 2014 dans tous les États de cette sous-région. Personne ne pouvait alors imaginer que cet engagement serait toujours lettre morte jusqu'à ce jour. Au lendemain de la réunion de Libreville, les États avaient même accéléré le processus de fabrication du passeport biométrique Cemac. Or, en novembre 2013, la Guinée équatoriale émet contre toute attente ses premières réserves par rapport à cette mesure dont elle était pourtant signataire, par la voix de son Président, Téodoro Obiang Nguema. Les autorités de ce pays disaient alors qu'elles redoutaient une arrivée massive de ressortissants des pays voisins sur leur territoire de plus en plus considéré comme l'eldorado de la sous-région. Ce qui avait l'air d'une plaisanterie pour beaucoup allait pourtant se confirmer dans la nuit du 31 décembre 2013 au 1er janvier 2014 avec la fermeture de la frontière entre la Guinée équatoriale et le Cameroun, à l'initiative de Malabo. La frontière, rouverte plus tard, ne peut être franchie que sur présentation d'un visa d'entrée. Ainsi, trois mois après l'entrée en vigueur théorique de la libre circulation dans la sous-région, rien n'a bougé. Et il n'est pas sûr que les choses s'arrangeront de sitôt ; les dirigeants étant davantage préoccupés par la résorption de la crise centrafricaine qui, il est vrai, complique un peu plus la situation de cette région, qui demeure la moins intégrée du continent. Le projet mort-né de la libre-circulation n'est cependant pas la première initiative à pâtir de la divergence de vue



des dirigeants de cette partie du continent. Auparavant, il y a eu la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (BVMAC) et la compagnie aérienne Air Cémac. Quand la décision fut prise en 2000 d'implanter la BVMAC à Libreville au Gabon, le Cameroun ne l'a pas supporté, car il estimait que Douala, principal centre d'affaires de la Cemac, était mieux placée pour abriter le siège de cette institution. Pour sa revanche, il a créé la Douala stock exchange (DSX). Aujourd'hui, il arrive que les deux places financières qui ont toutes les deux démarré leurs activités en 2003, se marchent dessus, d'autant plus que le projet de fusion entre les deux entités avance à pas de tortue. Annoncés depuis 2002, les premiers vols de la compagnie aérienne sous-régionale Air Cemac sont toujours attendus. Là aussi, le problème du choix du siège de la compagnie est l'une des causes du retard, alors que son capital de 10 milliards de FCFA (20 millions de dollars) étaient déjà libéré et son siège déjà construit. South African Airways (SAA), le premier partenaire technique choisi avait dû se retirer, parce qu'elle aurait souhaité que le hub

●●●  
**Les exportations à l'intérieur de l'Afrique centrale représentaient à 1,3% des exportations globales de la sous-région, entre 2007 et 2011.**

de la compagnie soit Douala plutôt que Brazzaville au Congo. Après l'ouverture des négociations avec Air France pour en faire le nouveau partenaire technique, les premiers vols de la compagnie étaient prévus avant fin 2013. Jusqu'à présent, il n'en est rien... Côté échanges commerciaux, les choses ne vont pas mieux. Les barrières douanières et les tracasseries administratives continuent de maintenir à leur strict minimum les échanges entre les six États de la sous-région (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine et Tchad). Selon le rapport 2013 de la Cnuced, les exportations à l'intérieur de l'Afrique centrale représentaient à 1,3% des exportations globales de la sous-région, entre 2007 et 2011. De l'autre côté, les importations à l'intérieur de cet ensemble représentaient à peu près 3,1% des importations totales. En comparaison, l'Afrique de l'Ouest a enregistré pendant la même période des taux respectifs de 9% et 10,2% ; tandis que l'Afrique de l'Est se situe à 13,9% et 7,1%.

PAR **JULIEN CHONGWANG**  
Le Quotidien de l'Économie –  
Douala – Cameroun